

vraient, effarés, que le Vieux Continent ne produit plus de paracétamol (la molécule du Doliprane), la crise ouverte avec l'Ukraine a rappelé qu'il restait extrêmement dépendant en matière d'énergie, de santé, de matières premières, voire de production d'armes... C'est pour cela que les institutions, poussées par le président français, Emmanuel Macron, et désormais le chancelier allemand, Olaf Scholz, ont lancé de grands programmes de financement communautaire de batteries, de semi-conducteurs, etc.

L'ÉTAT DE DROIT EN QUESTION

Cette approche reste encore imparfaite. Après l'adoption pendant l'été de mégasubventions aux technologies pour la transition énergétique aux Etats-Unis, par le biais de l'inflation Reduction Act, les Européens se sont rendu compte qu'ils pourraient perdre un grand pan de leur industrie aux profits des Etats-Unis, beaucoup d'industriels esti-



mant que les aides et le prix de l'énergie étaient bien plus intéressants outre-Atlantique.

C'est qu'en parallèle les Vingt-Sept ont passé près de la moitié de l'année à négocier une série de mesures pour réduire la facture de l'énergie. Après l'arrêt du gaz russe, ils ont en effet dû s'assurer de nouvelles sources d'hydrocarbures, notamment en Norvège, aux Etats-Unis, en Algérie ou dans le Golfe... au prix fort. Si les Vingt-Sept se

sont entendus rapidement sur une réduction de leur consommation ou sur la création d'une plateforme commune d'achat de gaz, ils ont bataillé tout l'automne au sujet d'un plafonnement du prix du gaz.

Ce n'est pas le seul sujet qui a divisé les Européens. La question de l'Etat de droit en Pologne et en Hongrie a agité les vingt-sept capitales. Les deux pays doivent encore avancer leurs réformes pour respecter l'Etat de droit avant de pou-

Manifestation du mouvement Trop is te veel (« Trop c'est trop ») contre la hausse des prix, le 4 décembre 2022, à Bruxelles.

VALERIA MONGELLI/HANS LUCAS VIA AFP

voir toucher respectivement 35 milliards d'euros et 5,8 milliards du plan de relance européen.

Malgré les liens toujours plus resserrés entre les Vingt-Sept, l'extrême droite n'a cessé de grignoter du pouvoir en 2022. En Italie, Giorgia Meloni, qui dirige le parti d'extrême droite Fratelli d'Italia, a largement remporté les élections italiennes et a accédé au pouvoir grâce à l'appui de Forza Italia de Silvio Berlusconi et de la Ligue du Nord de Matteo Salvini. En Suède, les Démocrates de Suède ont largement devancé leurs concurrents de la droite et du centre, qui forment un gouvernement sur une plate-forme politique largement inspirée de leurs idées. Or, à l'approche des élections européennes de 2024, le scandale du « Qatargate », qui a explosé mi-décembre au Parlement européen, pourrait amplifier les scores des parlementaires populistes qui mettent aujourd'hui en cause l'Europe. ■

PHILIPPE JACQUÉ

LA GUERRE EST DE RETOUR EN EUROPE

Le conflit russo-ukrainien contraint le Vieux Continent à relever de nouveaux défis, à la fois sécuritaire, économique et politique

L'un des pères fondateurs de l'Union européenne (UE), Jean Monnet, estimait dans ses Mémoires que *«l'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises»*. Le retour de la guerre sur le sol européen, le 24 février 2022, avec l'invasion russe de l'Ukraine, a agi comme un véritable électrochoc. Les vingt-sept pays membres de l'UE se sont soudain serrés les coudes. *«En situation normale, chaque Etat se regarde un peu le nombril, glisse un haut fonctionnaire européen. En revanche, dès que le sujet devient existentiel, on se rend compte qu'on est tous dans le même bateau.»*

Le jour du déclenchement de la guerre, les Etats membres se sont entendus pour renforcer le régime de sanctions, existant depuis 2014 et l'annexion de la Crimée, contre la Russie. Il y a bien sûr eu de nombreux débats, les Etats baltes et la Pologne réclamant un durcissement très rapide des sanctions contre la Russie et ses oligarques, tandis que la Hongrie, très attachée à Moscou, traînait les pieds, mais l'UE a adopté en dix mois neuf paquets de sanctions. La décision la plus spectaculaire reste celle de cesser d'acheter 90 % du pétrole russe et le plafonnement de son prix, à partir de décembre.

Face à ces mesures, la Russie a cessé d'approvisionner en gaz l'Europe par gazoduc. Alors qu'en 2021 40 % du gaz consommé sur le continent provenait des champs gaziers russes, en 2023, ce pourcentage devrait être quasi nul. Si les débats ont été houleux, à chaque fois, les Vingt-Sept ont réussi à conserver leur unité. Et pourtant, les conséquences ne se sont pas fait attendre. A l'automne, l'inflation s'est envolée, bien au-delà de la barre des 10 % – jusqu'à 25 % en Estonie –, du fait de l'explosion des prix des hydrocarbures pendant l'été. Certains pays ont même fini l'année en récession. *«L'Europe paie un lourd tribut économique à ce conflit,*

rappelait tout au long de l'année Charles Michel, le président du Conseil européen, mais les Ukrainiens paient de leur sang.»

En parallèle des sanctions, les Etats membres ont pris part à l'effort financier en faveur de l'Ukraine. Selon l'Institut d'économie de Kiel, près de 35 milliards d'euros d'aide civile et militaire ont été apportés ou promis pendant l'année au pays. Sur le volet civil, le continent a fourni plus de 15 milliards d'euros d'assistance financière et d'aide humanitaire et d'urgence. Et Bruxelles a décidé d'apporter 18 milliards d'euros en 2023.

UNE «FACILITÉ DE PAIX»

Sur le volet militaire, *«l'Union a brisé un tabou»*, rappelle Josép Borrell, le haut représentant de l'UE. Celui de financer des armes. Les dirigeants de l'Union ont décidé d'utiliser un tout nouveau fonds créé en 2021 pour aider certains pays en guerre, contre le terrorisme par exemple. Cette «facilité de paix» a permis de financer l'effort de guerre ukrainien.

Les Etats envoyant des armes en Ukraine ont été compensés financièrement par ce fonds. A l'automne, 3,1 milliards d'euros avaient été ainsi dépensés, avant que les Vingt-Sept s'accordent pour rallonger de 2 milliards d'euros cette facilité de paix. Afin de s'assurer les moyens de réapprovisionner les stocks d'armes européennes, l'UE a également créé un nouvel instrument d'achat commun de fournitures militaires, doté de 500 millions d'euros. Histoire d'acheter ensemble à la filière de

défense européenne, car la majorité des achats actuels d'armements est effectuée de l'autre côté de l'Atlantique. Enfin, en quelques mois, l'UE a lancé une mission afin de former quelque quinze mille militaires ukrainiens.

La guerre a également démontré que l'Europe sait quelquefois apprendre des crises passées, notamment migratoires. Quelques jours après le déclenchement de la guerre, l'UE a activé sa directive sur la protection temporaire des réfugiés au profit des huit millions d'Ukrainiens qui ont fui leur pays. Depuis le début de la guerre, les Ukrainiens s'installant dans les pays européens sont hébergés et peuvent travailler.

Cependant, sur ce même dossier, alors que les flux migratoires irréguliers reprenaient nettement depuis l'été sur la voie des Balkans et via la Méditerranée, la cacophonie des Vingt-Sept reprenait, avec un bras de fer entre l'Italie et la France autour de l'accueil du bateau *Ocean-Viking*. L'Italie, censée accueillir, au nom du droit international, des migrants sauvés en mer, l'a refusé, obligeant la France à accueillir ces deux cents passagers.

Dans le même temps, l'Europe ouvrait la porte à une candidature de l'Ukraine et de la Moldavie pendant l'été. Et, dans la foulée, relançait sa politique de voisinage en faveur des Balkans. Alors que l'Albanie et la Macédoine du Nord lançaient des discussions sur leur statut de candidates, l'UE a décidé de reconnaître également la Bosnie-Herzégovine comme candidate. Si l'élargissement effectif

prendra du temps, les signaux politiques ont été envoyés pour arrimer cette région où la Russie, par l'intermédiaire de la Serbie, reste influente.

L'Europe a également cherché, en 2022, à approfondir sa souveraineté. Alors qu'en 2020 les Européens décou-

«L'Europe paie un lourd tribut économique à ce conflit, mais les Ukrainiens paient de leur sang»

Charles Michel
président du Conseil européen